

Arrêté n°188-DDPP-25 portant déconsignation de la somme de 97240 € correspondant au montant des garanties financières constituées conformément au b du I de l'article R. 516-2 du code de l'environnement par la société UNIFRAX sur la commune de Lorette

Le Préfet de la Loire

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu** le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;
- Vu** les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- Vu** le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
- Vu** le décret du 29 août 2024 portant nomination de Monsieur Alexandre SPERRY, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Loire ;
- Vu** l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2010 modifié autorisant la société UNIFRAX à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement sur le territoire de la commune de Lorette, 17 rue Antoine Durafour ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°328-DDPP-14 en date du 28 août 2014 ayant prescrit à la société UNIFRAX l'obligation de constituer des garanties financières d'un montant de 97240 € TTC (quatre-vingt-dix-sept mille deux-cent-quarante euros) ;
- Vu** le relevé d'opération transmis par le service de la caisse des dépôts attestant de la consignation, sous le n°2230807, d'une somme globale de 97240 € ;
- Vu** la demande en date du 22 mai 2025 de la société UNIFRAX sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;
- Vu** le rapport de l'Inspecteur de l'environnement date du 28 mai 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 4 juin 2025 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Contexte

L'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 abroge l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012, à la demande de la société UNIFRAX, la somme constituée sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1 et ses intérêts produits sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

Article 2 : Montant de la déconsignation

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 97240 € (quatre-vingt-dix-sept mille deux cent quarante euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La Caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société UNIFRAX, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

Article 3 : Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lorette et peut y être consultée.

Cet arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture de la Loire ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens, accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Modalités d'exécution

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le secrétaire général de la préfecture de la Loire,
 - M. le Directeur Régional des Finances Publiques (DRFIP) d'Auvergne Rhône-Alpes,
 - M. le maire de Lorette,
 - M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera notifiée à la société UNIFRAX, sous pli recommandé avec avis de réception.

Saint-Étienne, le

17 JUL. 2025

Le Préfet

Alexandre ROCHATTE